



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU JEUDI 26 NOVEMBRE 2015**

CONVOCATION

Le **18 novembre 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **jeudi 26 novembre 2015 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du PV de la réunion du 21 octobre 2015**
- 2 - Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) - Périmètre de l'agglomération**
- 3 - Taxe d'aménagement du secteur "Fontenelle"**
- 4 - Election de la commission pour la délégation de services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif (fin des contrats avec la SEERC au 31/12/2016)**
- 5 - Décision modificative n° 3 pour le budget communal (pour permettre les écritures comptables de sortie d'inventaire suite à la cession du vieux 4x4 à un particulier d'une part et pour permettre d'autre part le paiement d'une caution pour la location d'un radar pour la police municipale)**
- 6 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des « Z'Amis de la Cour Valenco »**
- 7 - Remise gracieuse des pénalités pour non paiement par un particulier de taxes d'urbanisme dans les délais (adresse erronée)**
- 8 - Déclaration en non valeurs de titres de recettes non encaissés (cantine pour la commune et participation raccordement pour l'eau et l'assainissement)**

9 - SYMIELECVAR

9-1 - Mise à disposition des réseaux de distribution d'énergie suite au transfert de compétences

9-2 - Redevance pour occupation provisoire du domaine public (ROPDP) pour les chantiers de travaux sur les réseaux d'électricité ou de gaz

10 - Convention à signer avec GRDF pour la mise en place de télétransmetteurs pour la relève des compteurs de gaz

11 - Contrat « Enfance Jeunesse » avec la C.A.F.

12 - Classes de découverte "L'Histoire à travers l'histoire" pour deux classes de l'Ecole Elémentaire - Séjour à Pont-St-Esprit - Participation financière communale

13 - Convention avec l'Inspection Académique pour permettre d'avoir recours à des intervenants réguliers rémunérés pour des actions artistiques (Arts visuels) - Projet de décoration des piliers de l'école élémentaire avec de la mosaïque sur la thématique de l'alphabet

14 - Convention signée avec l'association "BILBOK" pour les activités périscolaires

15 - Création d'un emploi d'Adjoint du Patrimoine 2^{ème} classe et suppression d'un emploi d'Adjoint Technique 2^o classe

16 - Convention à signer avec l'association "Place à l'Opéra" pour l'organisation de spectacles d'opéra sur la Commune

17 - Règlement du marché hebdomadaire - Avenant (jour et métrage)

18 - Demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine privé communal par un « food-truck » (camion de vente de produits alimentaires) - Parking du stade « La Roguère ».

19 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

20 - Questions écrites (M. KINET et M. TORRESILLA)

21 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **jeudi 26 novembre 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - NAL André - BOSSUGE Brigitte - - RIHAL Pascale - TORRESILLA Claude -GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric -FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : **MM. VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse** (procuration donnée à TURINELLI Jacqueline) - **REES Pénélope** (procuration donnée à GAQUIERE Ingrid) - **VOLANTE Florence** (procuration donnée à GIRAUD Xavier) - **BOULE-AMPHOUX Isabelle** (procuration donnée à COEURDEUIL Yves) - **DONADEV Sylviane** (procuration donnée à (BREBAN Julie).

soit 21 présents et 5 pouvoirs donc 26 votants.

A noter que M. Pierre VERDON est arrivé pour la délibération n° 2 - Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) - Périmètre de l'agglo

Les présents ont été alors au nombre de 22 avec 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1 - Approbation du PV de la réunion du 21 octobre 2015

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 21 octobre 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 21 octobre 2015,

A l'unanimité,

APPROUVE ce document.

2 - Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) - Périmètre de l'agglomération

VU la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

VU l'instruction ministérielle NOR : RDFB1520588J du 27 août 2015 pour l'application des articles 33,35 et 40 de la loi NOTRe,

CONSIDERANT qu'après la mise en œuvre de la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, un document d'orientation de la coopération intercommunale dans le Var a été adopté le 22 septembre 2012. Ce dernier a renforcé la couverture du département en intercommunalité de projet puisque les 30 dernières communes isolées ont rejoint un EPCI à fiscalité propre. De fait, le territoire Varois a été structuré efficacement autour de 15 EPCI à fiscalité propre.

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, le Préfet du Var a transmis à chacun des maires et présidents d'EPCI le projet de schéma départemental de la coopération intercommunale (SDCI).

CONSIDERANT que celui-ci a fait l'objet d'une présentation le 15 octobre 2015 aux membres de la nouvelle commission départementale de coopération intercommunale (CDCI).

CONSIDERANT que, dans un souci de simplification des structures, de renforcement de leur légitimité et de génération des économies d'échelles, le projet de schéma départemental de la coopération intercommunale (SDCI) prévoit :

- **D'une part** la fusion obligatoire des Communautés de Communes « Artuby-Verdon » (9 communes) et « Lacs et Gorges du Verdon » (11 communes), en application de l'article 33 de la loi NOTRe qui prévoit un seuil minimal de population.
- **D'autre part**, la fusion des communautés de communes « Sainte-Baume-Mont-Aurélien », « Comté de Provence » et « Val d'Issole » et leur transformation au sein d'une communauté d'agglomération.

CONSIDERANT que la fusion des trois communautés de communes répond à des enjeux communs de cohérence territoriale et de synergie entre les trois bassins de vie,

CONSIDERANT que la fusion conduira à un transfert au nouvel EPCI de l'intégralité des compétences obligatoires, optionnelles et facultatives dont les EPCI existants avant la fusion étaient titulaires. L'organe délibérant pourra décider de restituer aux communes les compétences optionnelles dans un délai de 1 an à compter de la fusion. Il devra toutefois se doter de trois compétences optionnelles parmi les 9 prévues au Code Général des Collectivités Territoriales. Pour les compétences facultatives, ce délai étant porté à deux ans,

Les compétences obligatoires d'une Communauté d'agglomération sont les suivantes :

- 1- Aménagement de l'espace
- 2- Actions de développement économique
- 3- Politique de la Ville
- 4- Logement
- 5- Accueil des gens du voyage (obligatoire à compter du 1er janvier 2017)
- 6- Collecte, traitement et valorisation des déchets des ménages
- 7- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018)
- 8- Assainissement (obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020)
- 9- Eau ((obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020)

Les compétences optionnelles sont :

- 1- Protection et mise en valeur de l'environnement
- 2- Eau
- 3- Assainissement
- 4- Action sociale
- 5- Politique du logement et du cadre de vie
- 6- Equipements sportifs

Les compétences facultatives sont :

- 1- Surveillance de la voie publique
- 2- Organisation secondaire des transports scolaires
- 3- Aide à l'animation à la vie associative et culturelle.

CONSIDERANT que le projet de schéma départemental de la coopération intercommunale (SDCI) intègre la rationalisation de l'intercommunalité de gestion,

CONSIDERANT que les assemblées délibérantes disposent chacune d'un délai légal de 2 mois à compter de la réception du projet de schéma pour formuler leur avis,

CONSIDERANT qu'au terme de cette première phase de consultation des collectivités, la CDCI disposera elle-même d'un délai de 3 mois pour se prononcer à son tour sur les modifications qu'elle souhaiterait voir prises en compte dans le schéma devant être validées à une majorité des 2/3 de ses membres et respecter les objectifs généraux de la loi,

CONSIDERANT que ce schéma devra être approuvé et arrêté au plus tard le 31 mars 2016,

CONSIDERANT qu'au terme de cette procédure suivra, jusqu'au 31 décembre 2016 la phase de mise en œuvre du schéma et des dispositions règlementaires, organisationnelles et financières destinées à mettre en place. Pour chaque projet de création, fusion, transformation ou dissolution d'EPCI, un projet d'arrêté préfectoral de périmètre sera transmis aux Collectivités et EPCI concernés au plus tard le 15 juin 2016. Ceux-ci disposeront alors d'un délai de 75 jours pour rendre leur avis,

M. KINET demande combien de membres représenteront LE VAL. Il rappelle que lors de l'évocation de la constitution de la communauté d'agglomération avec son siège à ST MAXIMIN, le nombre de représentants avait été déterminé en fonction de la population de chaque commune, et que, vu par exemple que Montfort sur Argens n'était pas représenté car ayant un nombre d'habitants moins élevé, LE VAL avait dû s'engager à lui transférer un siège.

M. SAULNIER répond que pour l'instant le nombre de représentants n'est pas arrêté et qu'il s'agit ce soir de voter pour le périmètre de l'agglomération uniquement.

M. FOURNEL indique que par rapport au périmètre proposé, les communes pourront toujours en ressortir plus tard et que rien n'est figé.

M. SAULNIER préfère dire que certes les communes pourront sortir de l'agglomération, mais surtout de nouvelles communes pourront y entrer, car il ne voit pas l'intérêt pour une commune de rester seule. Il souligne qu'il est important de se regrouper en vue d'obtenir notamment des financements plus conséquents dont celui de l'Europe.

M. TORRESILLA demande si les compétences de l'agglomération sont connues.

M. SAULNIER répond que tout est dans l'attente du résultat des élections régionales de décembre.

M. TORRESILLA demande si la compétence « Transports » sera du ressort de l'agglomération.

M. SAULNIER indique que c'est une compétence de la Région pour l'instant.

Mme INGRASSIA intervient pour rappeler que ce dossier mérite un travail sur les compétences obligatoires et facultatives transférées à l'agglomération.

M. SAULNIER indique que lorsque le dossier sur l'agglomération sera plus avancé, des réunions seront organisées en présence des services concernés et du Conseil Municipal.

Mme RIHAL constate que sur les 28 communes membres de l'agglomération, seuls 15 maires seront élus Vice-présidents, ce qui implique que certaines communes seront mises à l'écart, ce qui est regrettable.

M. SAULNIER répond que le but est de réduire les frais de fonctionnement de l'agglomération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

EMET un avis favorable au projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale tel que présenté par Monsieur le Préfet du Var à la CDCI le 15 octobre 2015 ;

PREND ACTE de la décision des Présidents des trois communautés de communes susvisées d'implanter le futur siège de la communauté d'agglomération à Brignoles.

3 - Taxe d'aménagement du secteur "Fontenelle"

M. le Maire donne la parole à M. Rémi GAUTIER qui rappelle que le projet immobilier prévu par une société privée sur le secteur « Fontenelle » a été présenté en réunion de travail privée du Conseil Municipal il y a environ un mois. Il souligne qu'après débat, constat a été fait que ce projet ne convenait pas au Conseil en l'état. D'autre part, il rappelle que la commission d'urbanisme s'est récemment réunie pour traiter de la question de la majoration éventuelle de la taxe d'aménagement sur ce secteur de « Fontenelle ». Il était proposé soit de conserver le taux de 5 % comme sur la majorité du territoire communal, soit de le majorer à 12 % comme certains autres secteurs de la Commune qui sont voués à l'urbanisation par volonté politique. L'option du P.U.P. (Projet Urbain Partenarial) était aussi à l'étude pour « Fontenelle », car permettant contractuellement de prévoir le financement des équipements publics par l'aménageur.

Mme GAQUIERE pose la question de savoir comment sera traité le dossier de permis d'aménager s'il est déposé avant la délibération sur la majoration du taux (à 12 % ou plus). Dans ce cas le taux de 5 % voté en 2015 sera-t-il automatiquement appliqué ?

M. GAUTIER indique qu'il serait préférable à son avis de maintenir le taux à 5 % et d'instaurer le P.U.P. lors du dépôt du projet. Ainsi, la Municipalité ne donnerait pas un signe au promoteur sur une quelconque volonté d'urbaniser ce secteur mais permettrait quand même la prise en charge des équipements par celui-ci.

Mme TURINELLI demande si la majoration du taux de la taxe d'aménagement à 12 % ne serait pas une protection contre un projet sans incidence sur les équipements publics.

M. TORRESILLA répond que la taxe d'aménagement n'est pas un dispositif de protection mais qu'elle est liée à des investissements à réaliser. Il considère que si le taux de la taxe est majoré, la Commune donne effectivement un signe au promoteur sur l'ouverture à la constructibilité du secteur. Il préfère le dispositif prévu dans le cadre du P.U.P. qui permet de contraindre l'aménageur à signer une convention arrêtant les modalités de participations aux dépenses d'équipement en s'adaptant au vrai coût de ceux-ci contrairement à une T.A. au taux de 20 % qui ne produirait au maximum que 50.000 € vu la SHON prévue dans le projet présenté.

Mme INGRASSIA dit faire confiance à la commission d'urbanisme car se déclarant peu compétente en la matière. Elle rappelle que le terrain est privé et que le projet peut se réaliser malgré le fait que le Conseil Municipal y soit opposé puisque le POS le permet.

M. TORRESILLA indique qu'au moment du dépôt du dossier, on devra établir une estimation des travaux de superstructure et d'infrastructure nécessaires pour le secteur concerné mais aussi pour le village, comme une école, une crèche, des parkings, etc. On pourra ensuite avoir recours au P.U.P. par le biais d'une convention et ainsi mettre en place une participation au prorata de la zone.

M. GAUTIER indique que cette formule permettra de majorer la participation de l'aménageur vu le calcul du potentiel constructible établi par M. TORRESILLA.

M. COEURDEUIL rappelle qu'en commission d'urbanisme il a été évoqué de prévoir une modification mineure du POS par délibération pour mieux gérer la densité et notamment minimiser la surface par logement. Cela permettrait d'empêcher un projet de type collectif et de laisser le temps au Conseil Municipal de mener une étude sereine au niveau du PLU pour prendre une décision en toute connaissance de cause sur le devenir de ces terrains. Il convient que la décision à prendre est un peu dans l'urgence car, dans l'état actuel du POS, le promoteur peut déposer un projet dès demain. La Commune serait alors dans la situation de partir au contentieux. Il insiste sur le fait qu'aucun signe ne soit donné au promoteur, en l'occurrence une taxe forte, permettant d'argumenter pour lui le fait qu'on a l'intention d'équiper la zone, donc de réaliser une opération à forte densité.

Mme RIHAL demande si, considérant que la taxe d'aménagement ne se calcule qu'à partir de 100 m², le projet présenté est taxable, car a priori les logements semblent inférieurs à cette surface.

M. TORRESILLA répond que la taxe est applicable car 21 logements sont programmés, sachant qu'il y a une superficie de plancher de 1670 m², ce qui donne des logements de 80 m². Les 100 premiers m² sont exonérés à 50 %. De plus si les logements sont sociaux ou conventionnés, une exonération supplémentaire est prévue. Donc, le produit de la taxe risque d'être faible.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L 331-15,

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 créant la Projet Urbain Partenarial (P.U.P.), et notamment les articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'Urbanisme,

Vu la loi 2010-1658 du 29 décembre 2010 instituant la Taxe d'Aménagement à compter du 1^{er} mars 2012, et notamment son article 28,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) qui modifie par son article 165 l'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° 2015-168 du 21 octobre 2015 maintenant la Taxe d'Aménagement sur le territoire communal au taux de 5 %, sauf pour les secteurs Serre de Laval, Les Grandes Aires, La Plaine, La Roguère, où le taux a été majoré pour être porté à 12 %.

Considérant que l'article précité du Code de l'Urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions,

Considérant que le secteur du quartier « Fontenelle » a fait l'objet de discussion lors de la réunion du Conseil Municipal du 21 octobre 2015, quant à savoir si le taux de la taxe d'aménagement serait majoré en 2016, vu le zonage du POS (UC et UE),

Considérant que la majoration du taux de la taxe d'aménagement implique que la Commune prenne en charge financièrement les travaux d'infrastructures et de superstructures induits par les nouveaux projets immobiliers sur le secteur concerné, que le produit de la taxe soit suffisant ou pas,

Considérant que le recours au Projet Urbain Partenarial (P.U.P.) présente plus d'avantages financiers pour la Commune, une convention de partenariat étant signée avec le bénéficiaire d'une autorisation d'urbanisme pour le financement des équipements publics rendus nécessaires (réseaux divers mais aussi, si besoin est, les écoles, la station d'épuration, etc....)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 3 abstentions : Mmes -MIONET-DONADEY-VOLANTE,

DECIDE que le taux de la taxe d'aménagement du secteur de « Fontenelle » reste identique à celui du territoire communal (hormis les secteurs Serre de Laval, Les Grandes Aires, La Plaine, La Roguère) soit à 5 %.

PRECISE qu'une délibération ultérieure se prononcera sur le ou les secteur(s) à soumettre au P.U.P.

4 - Election de la commission pour la délégation de services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif (fin des contrats avec la SEERC au 31/12/2016)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, suite à la modification de la composition des groupes d'opposition, certains ne sont plus représentés que par un seul membre. En conséquence si ce membre présente sa candidature en tant que titulaire, il ne peut avoir de suppléant. Les textes imposent qu'un titulaire ait un suppléant.

La question de savoir comment solutionner ce problème a été posée à l'Avocat Conseil de la Commune et la réponse est en attente.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de bien vouloir renvoyer cette question à une prochaine réunion.

Il indique que ce temps de réflexion supplémentaire pourra permettre au groupe d'opposition, représenté par Mme BOULE AMPHOUX et MM COEURDEUIL et PAZ, de faire connaître s'il propose des candidats.

M. KINET pense que cette désignation est prématurée et demande d'attendre de savoir quel mode de gestion va être choisi par le Conseil Municipal, pour la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement (en régie ou en affermage), avant d'élire une commission de délégation de service public. Il indique qu'un simple avenant de prolongation du délai de la DSP actuelle pourrait être passé pour un délai de 5 ans, sans relancer une procédure.

M. le Maire répond que des renseignements seront pris sur cette information. Il précise que la Commission de DSP peut être élue à tout moment car elle a pour attribution de se prononcer sur toutes délégations de services publics et non pas seulement sur les réseaux d'eau et d'assainissement.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité de reporter cette question à une réunion ultérieure.

5 - Décision modificative n° 3 pour le budget communal (pour permettre les écritures comptables de sortie d'inventaire suite à la cession du vieux 4x4 à un particulier d'une part et pour permettre d'autre part le paiement d'une caution pour la location d'un radar pour la police municipale)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour abonder des imputations comptables insuffisamment créditées lors du budget primitif communal de 2015.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 3 proposée :

Dépenses d'investissement

27 - 275 - Dépôts et cautionnements.....	+ 2.500,00 €
402-2315 - Place Gambetta - Immobilisations en cours.....	- 2.500,00 €
307 - 21571 - Acquisition de matériel roulant.....	+ 651,00 €

Recettes d'investissement

024 - Produits des cessions d'immobilisations.....	+ 651,00 €
--	------------

M. GIRAUD précise que la location du radar, pour laquelle le versement d'une caution est exigée, permettra à la police municipale de s'en doter plusieurs fois dans l'année, pour un montant unitaire de 300 €, afin de verbaliser les contrevenants et effectuer un contrôle simultané de l'état des véhicules et autres obligations des automobilistes (assurances et autres). En attendant cette location, la Commune de GAREOULT a accepté de prêter son matériel et des contrôles ont été effectués depuis le 23 novembre. On a pu noter peu d'infractions sévères. Les entrées d'agglomération ont été contrôlées dans un premier temps et les sorties ensuite. Tous les axes ont été ciblés.

M. LANGE demande si le contrôle a été simplement dissuasif ou bien s'il y a eu verbalisation.

M. GIRAUD répond que les infractions ont été verbalisées. Il indique qu'une acquisition de ce type de matériel est à envisager afin de multiplier les contrôles.

M. GAULET demande le coût du matériel.

M. GIRAUD indique qu'il se situe entre 5.000 et 6.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

APPROUVE la décision modificative n° 3 proposée pour le Budget Communal 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

6 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des « Z'Amis de la Cour Valenco »

La Commission des Subventions a rejeté la demande de l'association car établie par simple courrier et non sur l'imprimé spécifique mis en place suite à l'adoption du règlement sur l'étude et l'attribution des subventions.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de reporter cette question à la prochaine réunion.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le renvoi de cette question à la prochaine réunion.

M. KINET intervient pour attirer l'attention des Conseillers sur la complexité des imprimés qui représente une véritable « usine à gaz » et qui ne sont pas du tout adaptés aux petites associations locales mais prévus pour des structures plus importantes. Il demande qu'ils soient modifiés pour être plus accessibles.

M. GIRAUD tient à préciser que le Conseil Municipal n'a rien contre le projet présenté par l'association qui au contraire a été étudié avec bienveillance. Il indique qu'il recevra le soutien de la municipalité.

7 - Remise gracieuse des pénalités pour non paiement par un particulier de taxes d'urbanisme dans les délais (adresse erronée)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la demande du Centre des Finances Publiques de TOULON, un avis doit être donné par la Commune de LE VAL sur une demande de remise gracieuse de pénalités de retard pour le paiement de taxes d'urbanisme.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN qui précise que cette demande fait suite à un problème d'adressage du courrier envoyé par le Centre au bénéficiaire du permis de construire n° 14309B0029 pour le recouvrement des taxes d'urbanisme.

Mme BREBAN indique qu'en vertu de l'article L 251A du Livre de Procédures Fiscales, le Conseil Municipal est compétent pour accorder la remise gracieuse de pénalités de retard liquidées à défaut de paiement à la date d'exigibilité des taxes, versements et participations d'urbanisme.

Elle précise que le Centre des Finances Publiques de TOULON a émis un avis favorable sur cette demande de remise gracieuse de pénalités de retard.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE la proposition du Centre des Finances Publiques de TOULON,

ACCORDE la remise gracieuse des pénalités pour le permis de construire n° 14309B0029 pour un montant de 264 €.

8 - Déclaration en non valeurs de titres de recettes non encaissés (cantine pour la commune et participation raccordement pour l'eau et l'assainissement)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles sollicite l'admission en non-valeurs de certaines recettes paraissant irrécouvrables (débitaire insolvable, disparu,...).

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui précise qu'en règle générale, pour les créances comprises entre 40 et 160 €, le motif de l'irrecouvrabilité est noté sur l'état joint au courrier, et pour celles d'un montant unitaire supérieur à 160 €, les justificatifs des démarches accomplies par le Trésor Public sont tenus à la disposition de la Commune et seront joints au compte de gestion.

Les poursuites ne sont pas arrêtées. Si les sommes sont perçues dans les mois qui viennent, elles seront encaissées sur le budget en recettes exceptionnelles.

Pour le budget communal, il s'agit de frais de cantine pour un total de 166,06 € et pour le budget du service public de l'assainissement, il s'agit de soldes dus sur des participations de raccordement pour un total de 76.66 €.

Mme PASQUET informe l'assemblée que le service « Cantine » veille pour qu'il n'y ait pas d'impayés et propose, en cas de besoin, des échéanciers de paiement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE de déclarer irrécouvrables et donc d'admettre en non-valeurs les recettes listées par Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles, soit pour un montant total de 166,06 € pour le budget communal et de 76,66 € pour le budget du service public de l'assainissement.

AUTORISE Monsieur le Maire à émettre les mandats d'admissions en non-valeur, au compte 654

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets concernés.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour affecter des crédits suffisants à l'imputation budgétaire affectée aux créances admises en non-valeur.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 2 proposée :

- compte 6541 (chapitre 65)

-Créances admises en non-valeur..... + 76.66 €

- compte 673 (chapitre 67)

-Titres annulés sur exercices antérieurs..... - 76.66 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative n° 2 proposée pour le Budget du Service Public de l'Assainissement 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

9 - SYMIELECVAR

9-1 - Mise à disposition des réseaux de distribution d'énergie suite au transfert de compétences

Monsieur le Maire expose que le SYMIELECVAR a signalé avoir commis une erreur matérielle portant sur la valeur des biens mis à sa disposition (ouvrages de distribution d'énergie électrique) par la Commune de LE VAL, suite au transfert de compétences.

Il demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir annuler sa délibération du 27 mars 2009 et la remplacer par les termes suivants :

Considérant que la commune de LE VAL a transféré son pouvoir d'autorité concédante des réseaux de distribution publique d'électricité au SYMIELECVAR,

Considérant qu'en application de l'article L.5721-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune qui transfère une compétence au SYMIELECVAR s'engage à mettre à la disposition de ce dernier les biens et services nécessaires à l'exercice de cette même compétence, et ce dans les conditions prévues par les articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ; s'agissant des biens relatifs aux réseaux concédés de distribution d'électricité, la mise à disposition constitue le régime de droit commun obligatoire,

Considérant que la mise à disposition a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, c'est-à-dire que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

1 - Mise à disposition des équipements existants - descriptif des biens :

La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux publics de distribution d'électricité concédés à EDF précisés dans le procès verbal de mise à disposition des biens à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire physique et financier du concessionnaire E.R.D.F à la date du 31 décembre 2002.

2 - Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties :

Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient au 31 décembre 2002.

3 - Dispositions comptables

Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux publics de distribution d'électricité font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la subdivision concernée au compte 21534 (installations réseaux d'électrification) pour le montant fourni par E.R.D.F, soit 537.210,51 € au titre de l'électricité.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

4 - Dispositions techniques

Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

5 - Dispositions diverses

En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintègrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

9-2 - Redevance pour occupation provisoire du domaine public (ROPDP) pour les chantiers de travaux sur les réseaux d'électricité ou de gaz

VU le Décret du 25 mars 2015 précisant les modalités de fixation par les communes et les départements des montants de redevance due pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux portant sur des ouvrages de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz,

CONSIDERANT que pour percevoir la Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP), la commune doit avoir délibéré avant le 31 décembre 2015 afin d'instaurer le principe de la perception de cette redevance,

CONSIDERANT que le montant de la recette sera calculé chaque année, sur la base des longueurs de canalisations et lignes de transport, construites et renouvelées, mises en gaz et en électricité au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due,

CONSIDERANT qu'il est proposé au Conseil municipal de fixer le taux de la redevance pour l'occupation du domaine public au seuil maximal de 0,35 € /mètre de canalisation et de ligne de transport,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE l'instauration de la redevance due aux communes pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux portant sur des ouvrages de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz,

DIT que cette mesure permettra de procéder à l'établissement de titres de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à ladite redevance.

10 - Convention à signer avec GRDF pour la mise en place de télétransmetteurs pour la relève des compteurs de gaz
--

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que GRDF a pris contact avec la Mairie afin de soumettre leur projet d'installation, sur des bâtiments publics, d'équipement de télérelève (antennes) en vue de l'installation de compteurs dits « communicants ».
Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique à l'assemblée que, d'après GrDF, depuis plusieurs années, les attentes des clients et des fournisseurs de gaz visent à une plus grande fiabilité du comptage, à une augmentation de la fréquence des relevés pour une meilleure maîtrise des consommations, et à la mise à disposition de données pour une facturation systématique sur index réels. Dans un même temps, les progrès technologiques offrent de nouvelles possibilités pour mieux vivre la consommation des clients et rapatrier leur index de consommation. La Commission de Régulation de l'Energie (C.R.E.) a travaillé sur ce dossier en relation avec GRDF pour arriver à la conclusion qu'une solution technique performante, à un coût acceptable, fiable dans le temps et répondant aux besoins de l'ensemble des parties prenantes, pouvait être conçue.

Le projet de compteurs « communicants » GrDF a un objectif double. Il tend à améliorer la qualité de la facturation et la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réels mais aussi de développer la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation.

La mise en œuvre de ces compteurs communicants nécessite de poser des concentrateurs sur des points hauts de la Commune qui seraient la Mairie et les mats d'éclairage du stade municipal.

Pour ce faire, une convention cadre ou « d'hébergement » devra être signée entre la Commune et GrDF pour, dans un premier temps, déterminer les conditions dans lesquelles ces deux emplacements seront mis à la disposition de GrDF pour l'installation des équipements techniques.

Dans un second temps, une convention particulière propre à chaque site sera signée pour finaliser les accords.

M. DEBAQUE donne lecture du projet de convention cadre et demande au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Il précise que la convention particulière sera soumise à l'assemblée délibérante lors d'une future réunion.

Mme BREBAN demande le nombre de compteurs sur la Commune, sachant que peu de rues sont desservies.

M. SAULNIER répond que 59 compteurs ont été recensés.

Mme BREBAN demande si des études ont été menées sur les répercussions sur la santé des ondes émises par ce système.

M. COEURDEUIL indique que la réglementation en vigueur est respectée au niveau des ondes émises et qu'elles sont équivalentes à celles d'une télécommande quelconque. Il demande par contre qui va payer l'électricité consommée par les émetteurs placés sur les bâtiments communaux.

M. SAULNIER répond que la redevance de 50 € par an versée par GRDF est prévue pour indemniser la Commune des frais d'électricité qu'elle devra prendre en charge.

Mme INGRASSIA indique que plusieurs Communes ont refusé cette installation car ce système est à priori néfaste pour la santé et l'environnement.

M. FOURNEL rappelle que comme pour toutes conventions, la Commune peut en sortir quand elle le souhaite.

M. VERDON indique que le système a été agréé et validé par toutes les instances concernées.

M. FOURNEL rejoint MM COEURDEUIL et VERDON pour dire que ce système n'est pas plus dangereux que le WIFI ou le Bluetooth.

M. TORRESILLA demande pourquoi s'engager pour 20 ans ?

M. GIRAUD répond que c'est la durée de vie de l'équipement.

M. LANGE demande quelle est la hauteur de l'antenne ?

M. GIRAUD répond que tout cela sera précisé dans la convention particulière définitive et que pour l'instant le Conseil Municipal ne doit se prononcer que sur la signature de la convention de cadrage.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 3 abstentions : Mme INGRASSIA et BREBAN et M. PAZ,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention cadre avec GrDF pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève préalable à la mise en service de compteurs communicants

MANDATE Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

11 - Contrat « Enfance Jeunesse » avec la C.A.F.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Caisse d'Allocations Familiales propose aux collectivités territoriales de signer des Contrats Enfance Jeunesse permettant d'organiser des activités pour les jeunes (jusqu'à 17 ans) et ce tout au long de l'année.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse.

Madame PASQUET informe l'assemblée que le C.E.J est un contrat d'objectifs et de co-financement qui vise le développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus. Elle présente ensuite le dossier :

Etat des lieux :

La crèche accueille les bébés de la naissance à 3 ans.

La commune accueille les enfants de 3 à 11 ans : écoles et Centre de Loisirs (ALSH)

Les jeunes de 11 au 17 ans révolus (veille de leurs 18 ans) ne trouvent rien sur la commune mis à part quelques activités sportives notamment le foot.

Au niveau culturel : peu de choses

Au niveau aide scolaire, lutte contre l'absentéisme scolaire, contre le décrochage scolaire, offre de séjours nature, séjours vacances, musique, etc... RIEN

Or 70 jeunes sont inscrits à l'Association BilBOK, preuve qu'ils cherchent des activités, un encadrement, preuve qu'ils ont des besoins. (137 inscrits en tout en comptant tous les âges)

C'était aussi UNE DE NOS PROMESSES DE CAMPAGNE : Faire quelque chose pour les jeunes.

Ne pas les laisser errer dans les rues où ils vont être la proie de tentations, eux qui n'ont aucun moyen de transport pour rallier Brignoles ou d'autres localités qui offrent des possibilités.

Les communes voisines Cotignac, Montfort, Carcès, Tourves, Garéoult, ont toutes des accueils Jeunes, pourquoi pas LE VAL ?

Par ailleurs la mairie, actuellement, ne peut pas se permettre d'assurer l'encadrement de cette tranche d'âge ni de signer seule le Contrat Enfance Jeunesse.

Pourquoi ?

- Coût trop élevé
- Besoin de recruter du personnel d'encadrement qualifié >>> très difficile

Comment résoudre ce problème ?

- Déléguer cette tranche d'âge à une association en signant un partenariat avec elle, c'est ce que je propose avec l'Association BilboK.
- Lui verser une subvention pour cette tranche d'âge : 15 000€ pour une 1^{ère} année avec contrôle des comptes en cours et fin d'année
- Signer un CONTRAT-ENFANCE-JEUNESSE tripartite avec la CAF (contrat entre les 3 entités Mairie, Association BilBOK et CAF).
- Lui prêter des locaux : par exemple le RdC et le 1^{er} étage de la Dîme (locaux tout près de leur bureau) en attendant d'avoir, de trouver d'autres locaux.

« Gains » pour les jeunes et leurs familles :

- Les jeunes trouvent un accueil
- Ils trouvent un lieu où se rencontrer
- Ils trouvent une offre d'activités diverses et variées en rapport avec leur âge
- Ils trouvent des animateurs qualifiés correspondant à leur âge
- Ils deviennent acteurs de leur temps libre
- Ils développent le sens de la responsabilité
- Ils deviennent éco-citoyens
- Ils participent à la vie de la commune

« Gains » pour la Commune

Grâce à la signature du Contrat-Enfance-Jeunesse

- Elle n'a pas à recruter de nouveaux personnels si elle délègue le Service Jeunes
- Elle peut demander et recevoir des subventions couvrant entre 50 et 80% des frais engagés pour le matériel (mobilier, jeux d'extérieur, jeux d'intérieur, etc...) du Centre de Loisirs, des Naps, de la garderie, de l'ALSH dont elle reste « maîtresse ».
- Aides pour la réhabilitation du Centre du Petit Baou (entre 50 et 80%) >> travaux
- Aide à l'achat de logiciels de fonctionnement

Présentation de BilBOK

BilboK, association reconnue par la Ligue de l'Enseignement, la F.O.L, la DDCS, la CAF, le Département, la Région.

Contrôlée par la DDCS.

Assos qui a un Conseil d'Administration, qui est contrôlée par un expert-comptable.

Ses activités actuelles :

- Aide aux devoirs avec des enseignants retraités
- Intervenants Naps Le Val
- Lud'Aprèms : activités jeux pour les jeunes
- Nuit du jeu : à destination des jeunes et des familles, soirées jeux de société
- Matins Calins : à destination des jeunes mamans et de leurs bébés rencontres avec des psy, des diététiciennes, des sages femmes, etc...
- Intercentres avec Garéoult, Cotignac, Montfort
- Séjours nature : sorties cet été au Lac du Ste Croix en camping
- Organisations de sorties cinéma à St Maximin (véhicule prêté par la F.O.L)
- Sorties et visites de musées
- Musique assistée par ordinateurs : travail avec un musicien valois pour composition et fabrication d'un CD
- Cours de chant pour les jeunes et les adultes
- Participation à la journée des associations
- Organisations de Vide-greniers, vide-chambres pour vente par les jeunes pour récupérer un peu d'argent pour fonctionner
- Organisation/participation aux Virades de l'Espoir

- Organisation/participation à AlternatiVar , AlternatiVal
- Travail écocitoyen avec le SIVED sur l'environnement
- Nouveautés : les Potes'Agés » location d'un terrain pour jardins familiaux avec l'association « Pierres et Jardins »

Ses projets

- Assurer une liaison avec les collèges et lycées de Brignoles pour éviter le décrochage scolaire et lutter contre l'absentéisme
- AIDER LES JEUNES DANS LEURS ORIENTATIONS EN ORGANISANT DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET JOURNEES DECOUVERTES DES METIERS en lien avec l'orientation scolaire

Rappel : Cette association fonctionne depuis le début de l'année 2015 avec deux responsables qui ne se paient pas mais qui font plus de 42 heures de travail par semaine.

Seules leurs interventions Naps ou remplacement Centre de Loisirs leur sont rémunérées.

Elle a aidé à la formation de 2 jeunes valais au BAFA.

Elle a recruté un jeune en service civique (6 mois).

Elle insiste sur certains points, notamment le fait qu'actuellement environ 70 jeunes âgés de 11 à 17 ans sont inscrits auprès de l'association « BILBOK » sise à LE VAL, reconnue par la Ligue de l'Enseignement, la Fédération des Œuvres Laïques, la D.D.C.S, la CAF, le Département et la Région. Cette association, gérée par des bénévoles, ne peut faire face à la demande malgré de nombreuses activités organisées tout au long de l'année.

Les besoins de ces jeunes sont de trouver un accueil, un lieu où se rencontrer pour s'adonner à des activités diverses et variées en rapport avec leur âge, encadrés par des animateurs qualifiés. Ces jeunes deviendraient acteurs de leur temps libre, développeraient leur sens de la responsabilité, deviendraient éco-citoyens et participeraient à la vie de la commune.

Aussi, Mme PASQUET propose d'une part qu'un contrat tripartite soit signé : Commune/CAF/ Association « BILBOK » et d'autre part qu'une subvention de fonctionnement de 15.000 € soit allouée à cette association valoise pour mener à bien sa mission auprès de la jeunesse.

M. FOURNEL demande si cette aide se substituera à celle en droit d'être déposée comme toute association en 2016.

Mme PASQUET répond affirmativement.

M. DEBAQUE demande que cette aide ne soit pas versée en tant que « subvention » mais comme une « dotation ». Il veut éviter ainsi d'impacter l'enveloppe « subventions aux associations ».

M. GAULET demande sur quelle imputation budgétaire va être affectée cette « dotation ».

Mme BREBAN répond que ce sera la même que celle pour les « subventions ». Les crédits devront être alloués en conséquence.

Mme INGRASSIA rejoint M. DEBAQUE sur le fait de ne pas amalgamer les subventions allouées habituellement aux associations avec cette « dotation » particulière afin de ne pas susciter un sentiment d'iniquité.

M. LANGE indique qu'il s'abstiendra sur ce vote car il juge que les parents doivent assumer leurs responsabilités pour ne pas laisser leurs enfants errer dans la rue et de ce fait obliger la Commune à organiser un service pour les occuper.

M. TORRESILLA demande si le montant de 15.000 € peut être revu à la baisse ou si c'est un plancher.

Mme PASQUET répond que si ce montant est inférieur, l'aide de la CAF et des autres partenaires seront revues également à la baisse. Cela impliquera de revoir tout le plan de financement et le programme d'actions à mener (centre de vacances, séjours linguistiques, séjours « découvertes », conférences diverses, activités culturelles, activités citoyennes, ...)

M. TORRESILLA demande si un cahier des charges est fourni à la CAF par l'association.

Mme PASQUET répond affirmativement et précise que le dossier comprend 60 pages de détails sur les actions envisagées.

M. COEURDEUIL relève un problème de fonds. Il rappelle qu'en 2014, l'association « BILBOK » a été créée et a demandé une subvention de 3.500 € dénommée « subvention exceptionnelle ». En 2015, elle demande 15.000 €. Il rappelle que les autres associations qui œuvrent avec des bénévoles fonctionnent avec des aides beaucoup plus minimales pour la plupart. D'autre part, l'implication de la F.O.L. (Fédération des œuvres Laïques) dans cette action implique un reversement d'une partie de la subvention à un organisme politisé, ce qu'il déplore. Enfin il demande quelles seront les prétentions de « BILBOK » en 2016.

Mme INGRASSIA intervient pour rappeler que la subvention exceptionnelle versée en 2014 visait l'aide au démarrage de l'association et qu'aucune demande n'a été déposée en 2015 conformément aux engagements pris. L'aide de 15.000 € demandée en 2015 relève d'un contrat à mettre en place pour suppléer la Commune qui ne dispose pas de la structure nécessaire pour les jeunes valois. Le Conseil Municipal doit se prononcer sur cette aide en prenant en compte les possibilités laissées par le budget.

M. COEURDEUIL rappelle qu'il avait bien expliqué précédemment que si la Commune n'allouait pas de subvention à une association celle-ci ne pouvait prétendre à aucune autre aide. « BILBOK » ne pouvait obtenir de subventions d'autres organismes si elle ne percevait pas celle de la Commune sur 2015.

Mme PASQUET indique que si la Commune du VAL ne joue pas le jeu, « BILBOK » va partir avec toutes les activités intergénérationnelles actuellement proposées aux Valois. De plus les jeunes de 12 à 17 ans ne pourront pas être encadrés. Elle souligne que si la Commune devait créer un service spécifique en régie municipale, la charge financière serait bien plus élevée que les 15.000 € demandés par « BILBOK ».

M. KINET rejoint Mme PASQUET en insistant sur le fait que 15.000 € représentent le montant du salaire d'un agent charges comprises, alors que 4 agents territoriaux minimum devraient être affectés à temps plein au fonctionnement du service « Jeunesse ». Ces jeunes doivent avoir accès à des activités culturelles et ludiques pour occuper leur temps libre. La Commune a le devoir de les leur proposer. « Bilbok » va entreprendre un grand nombre d'actions en ce sens.

M. COEURDEUIL propose aux Conseillers Municipaux de lire le « Programme commun pour un gouvernement de gauche » datant des années 1974/1977 qui évoque notamment les actions de formation de la jeunesse (pour ne pas dire « embrigadement ») et qui explique clairement le fonctionnement de ce type d'associations. Ces dispositions ont été matérialisées par la création de la F.O.L. dont « BILBOK » dépend. Il se refuse à subventionner de telles structures.

M. KINET réplique que « BILBOK » ne dépend pas de la F.O.L. mais est indépendante.

M. COEURDEUIL répond que c'est similaire aux prédicateurs salafistes.....

Mme PASQUET s'insurge et demande à M. COEURDEUIL de rester raisonnable et d'éviter tout amalgame mal à propos.

M. BENTOUMI dit faire confiance au travail accompli par Mme PASQUET et être d'accord avec sa proposition. Il demande tout de même qu'une attention particulière soit portée aux deniers publics.

Mme PASQUET s'engage à la diffusion d'un compte-rendu semestriel des actions menées par « BILBOK » dans le cadre de ce contrat « Enfance/Jeunesse ».

M. SAULNIER indique que l'association compte un grand nombre d'adhérents de tous âges et la félicite pour le travail accompli depuis sa création. Il demande donc au Conseil Municipal de se prononcer sur la signature de ce contrat mais indique que pour la mise en œuvre des activités, toutes les commissions concernées devront travailler sur les aspects du dossier qui les concernent. Les informations données ce soir devront être complétées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 6 abstentions : MM. COEURDEUIL-BOULE AMPHOUX-GAULET-FOURNEL-VERDON-LANGE

APPROUVE le projet de Contrat Enfance Jeunesse à passer avec la CAF et l'association « BILBOK »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce contrat et à prendre toutes les dispositions utiles à son application

ALLOUE une subvention de fonctionnement de 15.000 € pour l'année 2016 à l'association valoise « BILBOK » afin de l'aider à mener à bien sa mission auprès de la jeunesse dans le cadre de ce contrat tripartite.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal 2016 chapitre 65.

12 - Classes de découverte "L'Histoire à travers l'histoire" pour deux classes de l'Ecole Élémentaire - Séjour à Pont-St-Esprit - Participation financière communale

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du souhait de deux classes de l'Ecole Élémentaire du Val (CE 2) de faire participer leurs élèves à une classe de découvertes du 27 au 29 avril 2016 sur le thème de « L'Histoire à travers l'Histoire », pour un coût de 6.435 €. Ce séjour au centre « St Pancrace » de Pont St Esprit (Gard) concernera 48 élèves et s'inscrit dans le projet pédagogique de l'école.

Il est demandé par Madame la Directrice de l'Ecole Élémentaire une participation financière de la Commune à hauteur de 65 € par enfant, soit un total de 3.120 €, le solde restant à la charge des familles et de l'O.C.C.E. de l'établissement.

M. COEURDEUIL demande s'il n'est pas possible de moduler la participation communale selon les revenus des familles (quotient familial ou autres...). Il demande d'autre part comment est organisé le logement des enfants.

Mme PASQUET précise que l'hébergement et les repas sont inclus dans ce forfait.

Mme GAQUIERE intervient pour signaler que tous les parents d'élèves concernés sont d'accord sur le montant réclamé et que diverses réunions se sont tenues avec eux pour parler de l'organisation de ce séjour. Elle indique que, d'une part, lorsqu'il y a des fratries, la participation est revue à la baisse et que, d'autre part, des échelonnements de paiement ont été mis en place quand nécessaire.

Mme PASQUET signale que la sortie est prévue pour avril 2016 car l'organisation a été trop tardive pour qu'elle soit programmée sur 2015. L'an prochain, l'équipe enseignante devra travailler sur le projet pédagogique dès le début de l'année pour une programmation en octobre 2016. Ainsi, la Région et le Département pourront contribuer à la dépense à hauteur de 50 %.

M. TORRESILLA demande si d'autres aides extérieures existent dans le cadre des projets pédagogiques.

Mme PASQUET répond que seuls le Département et la Région subventionnent ce type d'activités.

M. KINET demande si le budget autorise cette dépense.

Mme BREBAN indique qu'il faudra prévoir 3.120 € au chapitre 65 du budget 2016.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de participer financièrement à cette classe de découvertes à Pont St Esprit (Gard) pour les élèves de deux classes de l'Ecole Élémentaire du Val à hauteur de 3.120 €,

PRECISE que cette subvention sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Élémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 (chapitre 65).

13 - Convention avec l'Inspection Académique pour permettre d'avoir recours à des intervenants réguliers rémunérés pour des actions artistiques (Arts visuels) - Projet de décoration des piliers de l'école élémentaire avec de la mosaïque sur la thématique de l'alphabet

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du projet pédagogique de l'école élémentaire pour l'année scolaire 2015/2016.

Ce projet a pour but d'impliquer l'ensemble des élèves dans la restauration de leur cadre de vie tout en participant à une œuvre collective au niveau des Arts Plastiques sous l'égide de l'Education Nationale (E.N.), et avec une Artiste Mosaïste agréée par l'E.N.

Mme PASQUET indique que le coût de ce projet s'élèvera à 3.388 €, soit 2.268 € pour l'intervention de l'Artiste Mosaïste et 1.120 € d'achat de matériaux divers.

Elle informe l'assemblée que le plan de financement prévisionnel suivant a été arrêté :

-Coopérative de l'Ecole.....	1.200 €
-Dotation de la Commune.....	<u>2.188 €</u>
TOTAL.....	3.388 €

Mme PASQUET précise que la dotation annuelle pour l'achat de gros matériel d'un montant de 1.500 € sera remplacée, pour l'année scolaire 2015/2016, par cette dotation pour le projet pédagogique. Le budget affecté aux activités périscolaires se verra amputé de 688 € qui seront alloués à ce projet.

Elle donne lecture à l'assemblée du projet de convention à signer avec l'Education Nationale ainsi que du devis de l'Artiste Mosaïste.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce projet.

M. FOURNEL demande s'il n'est pas nécessaire de déposer une demande d'autorisation auprès du service « urbanisme » et si la commission « urbanisme » a été consultée sur ce projet.

M. SAULNIER répond qu'il n'est pas nécessaire de demander une autorisation pour ce type d'amélioration du cadre de vie. Il tient à préciser que cette technique remplacera la réfection récurrente de la peinture des piliers d'où un gain de temps pour les services techniques et une économie pour le budget. Il souligne que le revêtement « mosaïque » est plus durable que la peinture et d'un entretien plus aisé puisque sans aspérité.

M. TORRESILLA intervient pour indiquer qu'à priori toute modification de façade doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du service « urbanisme ».

Mme PASQUET précise que le revêtement ne recouvre pas toute la hauteur des piliers mais seulement sur un mètre à partir du sol.

M. PAZ rappelle les problèmes rencontrés avec l'architecte auteur du projet du bâtiment scolaire lorsqu'il s'était agi d'envisager une modification de la toiture. Il craint qu'il ne donne un avis défavorable sur ce projet.

M. SAULNIER indique qu'aucun problème n'avait été posé par l'Architecte en question à propos de la modification de la toiture. Il avait répondu qu'il n'y voyait aucun inconvénient. Il n'opposera donc pas d'objection à cette amélioration du cadre de vie de l'école.

M. PAZ demande qu'on informe tout de même l'architecte de ce projet.

M. SAULNIER consent avant de souligner d'autre part que tous les élèves sont motivés pour participer activement, sous la direction et la surveillance d'une équipe d'encadrement, à la réalisation de ces mosaïques.

M. BENTOURI demande comment l'artiste justifie le coût de cette réalisation et sous quels délais elle sera terminée.

M. SAULNIER répond qu'il s'agit d'un forfait.

Mme PASQUET indique que toutes les conditions sont inscrites dans le contrat passé avec l'Inspection Académique. Elle indique que le travail sera terminé pour juillet 2016 au plus tard.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes du projet de convention à signer avec l'Education Nationale pour le recours, en éducation artistique et culturelle, à des intervenants réguliers rémunérés, et en l'occurrence à une Artiste Mosaïste dans le cadre du projet pédagogique de l'école élémentaire du VAL pour l'année scolaire 2015/2016,

PRECISE que la dotation communale, soit 2.188 €, sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Elémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 (chapitre 65).

14 - Convention signée avec l'association "BILBOK" pour les activités périscolaires

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée des problèmes rencontrés pour l'organisation des activités périscolaires, de la garderie municipale, de la pause méridienne et de l'accueil de loisirs du mercredi après-midi, lors de l'absence pour raisons diverses des agents communaux qui en sont chargés.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, qui informe l'assemblée que, dans le cas de ces absences souvent connues au dernier moment, la Commune doit pouvoir faire appel à des intervenants remplaçants afin que les enfants ne soient pas livrés à eux-mêmes.

Elle propose de passer une convention avec l'association « BILBOK » afin que certains de ses membres qualifiés puissent alors intervenir au pied levé et assurer l'activité périscolaire à laquelle sont inscrits les enfants.

Les prestations « NAPS » de cette association seront facturées aux mêmes conditions que celles des intervenants extérieurs, soit à 21,86 € de l'heure (majoré à 23,74 € en période VIGIPIRATE).

Les remplacements des agents absents lors de la garderie municipale, de la pause méridienne ou de l'accueil de loisirs du mercredi après-midi, seront assurés par ces mêmes membres de l'association « BILBOK » et facturés au SMIC horaire.

Mme PASQUET donne lecture à l'assemblée du projet de convention à passer avec l'association « BILBOK ».

M. GIRAUD intervient pour souligner que le personnel absent pourra ainsi être remplacé par des personnes compétentes, qualifiées et disponibles à l'instant « T ».

M. COEURDEUIL estime quant à lui que les dépenses de toutes natures, induites par la mise en place et l'organisation des NAPS, devrait être à la charge de l'Etat qui est à l'origine de la mesure.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. COEURDEUIL

APPROUVE le projet de convention à passer avec l'association « BILBOK » pour le remplacement des agents communaux lors des activités périscolaires, de la garderie municipale, de la pause méridienne et de l'accueil de loisirs du mercredi après-midi.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à son application,

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 011)

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée des nouvelles dispositions mises en place dans le cadre du plan Vigipirate renforcé au niveau des établissements scolaires notamment.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, qui informe l'assemblée que, jusqu'à fin février 2016, des mesures particulières sont à prendre par les collectivités pour assurer la protection maximale des élèves.

Parmi les dispositions prises figurent celles qui concernent les animateurs et intervenants chargés de la mise en œuvre des nouvelles activités périscolaires, qui sont obligés d'être présents un quart d'heure avant le début de chaque activité pour accueillir les enfants au portail de l'école élémentaire, vu que l'accès en est interdit aux parents.

En conséquence, Mme PASQUET indique que le montant de l'intervention, arrêté par délibération du 21 août 2014 à 21,86 € net, soit majoré du montant net d'une heure au SMIC, soit 7,53 €. Le montant d'une intervention serait donc fixée à 23,74 € net à partir du 16 novembre 2015 et jusqu'à la fin du Plan Vigipirate.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention : M. COEURDEUIL

ACCEPTE de porter le montant d'une intervention d'animateur, pour les nouvelles activités périscolaires, à 23,74 € pendant la période concernée par le plan VIGIPIRATE renforcé.

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 011)

15 - Création d'un emploi d'Adjoint du Patrimoine 2^{ème} classe et suppression d'un emploi d'Adjoint Technique 2^o classe

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un agent a été reconnu définitivement inapte physiquement à l'exercice de ses fonctions sur le poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. Xavier GIRAUD indique que cette reconnaissance d'inaptitude physique définitive a contraint la Commune à trouver une solution de reclassement de l'agent. Un poste à la Médiathèque pour un Adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe étant nécessaire, ce reclassement a été proposé et accepté.

Il ajoute que la proposition de création d'emploi Adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe a été présentée à la Commission du Personnel qui l'a validée. La suppression du poste vacant Adjoint Technique de 2^{ème} classe a également été proposée et validée.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à propos de ces créations et suppression d'emploi.

M. TORRESILLA demande si un plan de formation sera mis en place pour permettre à l'agent de remplir correctement ses nouvelles fonctions.

M. GIRAUD répond qu'après une période d'essai débutée en septembre 2015, il a été constaté que l'agent s'était bien intégré dans sa nouvelle affectation autant au niveau de l'équipe que du public. Après la création de l'emploi proposé et la nomination de l'agent sur le poste, il sera possible de l'inscrire à des formations spécifiques à la gestion d'une médiathèque ou plus largement sur le secteur culturel.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à l'organisation de la carrière et à l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C,

Vu le décret n° 2006-1692 du 22/12/2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints du Patrimoine territoriaux,

Considérant que l'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emploi ci-dessus concerné,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD quant à :

- créer un emploi d'Adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe permanent à temps complet, à compter du 1^{er} décembre 2015
- supprimer à la même date le poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe devenu vacant

DECIDE de modifier le tableau des effectifs des emplois permanents en conséquence,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

16 - Convention à signer avec l'association "Place à l'Opéra" pour l'organisation de spectacles d'opéra sur la Commune

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée aux Festivités et à la Culture, qui informe le Conseil Municipal du projet de convention proposé par l'association « Place à l'Opéra » en vue de la représentation d'un opéra sur la Commune durant l'été 2016. Elle en donne lecture à l'assemblée.

Elle précise que la Commune devra verser une subvention annuelle de 1.500 € à l'association « Place à l'Opéra » pour l'aider à la création d'un spectacle. Ce montant sera révisé à la baisse si plus de 5 partenaires cosignent la convention.

Pour participer aux frais de la représentation, chaque partenaire devra verser à l'association un montant de 3.500 € au titre de la prestation musicale.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

Mme INGRASSIA tient à préciser que cette manifestation est organisée depuis quatre ans et rencontre un vrai succès auprès des Valois mais aussi des habitants d'autres communes aux alentours. Les droits d'entrée sont modiques (entre 12 et 15 € la place).

M. COEURDEUIL retient que le montant à verser à l'association s'élève à 5.000 €, puisque 3.500 € de cachet et 1.500 € de subvention. Il indique que si le prix d'entrée est fixé à 15 € et qu'on reçoit un maximum de 300 spectateurs, la recette sera de 4.500 €, d'où une perte sèche pour la Commune.

M. SAULNIER intervient pour souligner que l'organisation de ce type de manifestation ne vise pas la réalisation d'un bénéfice pour la Commune. Il s'agit de dynamiser les actions culturelles et de permettre à tous d'avoir accès à un spectacle d'opéra ou d'opérette.

M. GIRAUD rappelle que les règles de sécurité n'autorisent pas de recevoir plus de 300 personnes dans le jardin-théâtre.

M. PAZ souligne la qualité du spectacle proposé en 2016 et indique que le prix de la place fixé à 15 € (contre 12 € les années précédentes) ne sera pas du tout dissuasif.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée aux Festivités et à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes du projet de convention proposé par l'association « Place à l'Opéra »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

INDIQUE que les crédits nécessaires, soit 1.500 € de subvention et 3.500 € de prestation seront inscrits au budget 2016 (respectivement chapitres 65 et 011).

17 - Règlement du marché hebdomadaire - Avenant (jour et métrage)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe chargée de la gestion du marché hebdomadaire.

Mme TURINELLI informe le Conseil Municipal qu'un commerçant ambulant a demandé l'autorisation de stationner sur la Place Gambetta le mardi matin. Elle propose donc que le marché, fixé au vendredi matin, soit élargi au mardi matin afin de pouvoir recevoir dans les mêmes conditions (fixées par le règlement du 16 juin 2011), les commerçants ambulants dont l'activité ne vient pas concurrencer, ce jour-là, celle des commerçants valois sédentaires.

Mme TURINELLI indique également que deux modifications dudit règlement avaient été votées par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2011 visant à ramener la longueur maximum de l'emplacement de 12 ml à 10 ml et à interdire le stationnement à compter de 5h du matin au lieu de 6h. Elle précise que ces deux prescriptions n'ont jamais été appliquées et propose en conséquence de les annuler.

M. FOURNEL demande confirmation du fait que si d'autres commerçants ambulants, dont l'activité ne fait pas double emploi avec les sédentaires sur la Commune, ils pourront être autorisés à venir le mardi matin.

M. GIRAUD attire l'attention sur le fait que ce commerçant ambulant s'installe sur le trottoir mais que, si d'autres commerçants voulaient venir le mardi matin, il faudrait alors étudier les emplacements à attribuer et à ce moment-là revoir toute l'organisation de la circulation et du stationnement des véhicules. L'idée est de patienter encore comme cela pendant 6 mois et de revoir la totalité de l'occupation du domaine public une fois que la place Gambetta sera refaite (sédentaire et occasionnelle).

M. GAULET demande à quelle date la demande a été reçue et quand l'autorisation a été donnée.

Mme TURINELLI indique que l'autorisation a été donnée précédemment.

M. SAULNIER précise que la délibération officialisera cet accord.

M. KINET demande si la commission communale du marché avait été créée et si elle existe encore.

M. SAULNIER répond qu'il n'existe pas de commission chargée du marché mais qu'un employé communal a été désigné en qualité de placier-régisseur et que Mme TURINELLI est chargée de recevoir les demandes.

M. FOURNEL indique avoir lui-même proposé précédemment que Mme TURINELLI se charge du suivi de la gestion du marché. Il demande à ce que la commission soit créée dès que la Place Gambetta sera terminée.

M. GIRAUD approuve totalement cette proposition et précise que cela est déjà prévu.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe, chargée de la gestion du marché hebdomadaire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ANNULE la délibération du 15 novembre 2011 relative à la longueur maximum d'un emplacement et à l'heure de début du stationnement interdit

ACCEPTE qu'un avenant soit annexé au règlement du marché du 16 juin 2011 permettant, le mardi matin, aux commerçants ambulants, dont l'activité ne vient pas concurrencer, ce jour-là, celle des commerçants valois sédentaires, de s'installer sur la Place Gambetta dans les mêmes conditions que celles appliquées le vendredi matin.

18 - Demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine privé communal par un « food-truck » (camion de vente de produits alimentaires) - Parking du stade « La Roguière ».

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe chargée de la gestion de l'occupation du domaine communal par les commerçants ambulants.

Mme TURINELLI informe le Conseil Municipal qu'un commerçant ambulant a demandé l'autorisation de stationner sur le parking du stade municipal de « La Roguière » le vendredi soir. Elle propose donc qu'une convention précaire et révocable soit signée avec ce commerçant pour occupation du domaine privé communal sur les bases des conditions du règlement du marché bi-hebdomadaire. Cette convention sera établie pour une durée d'un an reconductible.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

M. COEURDEUIL demande ce qu'il en est de la réglementation par rapport à l'hygiène. Il précise qu'à partir du moment où la Commune autorise la vente de produits alimentaires elle engage sa responsabilité et risque d'être poursuivie en cas d'intoxication alimentaire.

M. SAULNIER précise que la Commune donne l'autorisation d'occuper le domaine communal mais exige le respect de la réglementation en vigueur notamment pour la vente de produits alimentaires.

M. GIRAUD informe l'assemblée qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle activité pour le commerçant en question mais d'une délocalisation. Il respecte donc déjà la réglementation sur Brignoles. Il a remis un dossier complet avec tous les justificatifs exigés.

M. GIRAUD indique qu'une nouvelle demande a été déposée durant la semaine pour un « baby truck » (vente de matériel de puériculture d'occasion) à stationner près de la crèche ou des écoles. Il attire l'attention de l'assemblée sur le fait que le nombre de ces demandes de commerçants itinérants ne va aller qu'en augmentant vu l'absence de sédentaires sur la Commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe chargée de la gestion de l'occupation du domaine communal par les commerçants ambulants,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE qu'une convention soit passée avec le gérant du food-truck « Lm'Ange » pour l'occupation du domaine privé communal situé sur le parking du stade municipal de « La Roguière », parcelle cadastrée C 2103 chaque vendredi soir.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention précaire et révocable

19 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante n'avoir pas pris de décision dans le cadre de ses délégations, depuis le 21 octobre 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal.
Monsieur le Maire indique d'autre part que 11 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 21 octobre 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 21 octobre 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

20 - Questions écrites (M. KINET et M. TORRESILLA)

M. KINET déclare avoir reçu les réponses qu'il attendait, de la part de M. DEBAQUE, aux questions qu'il souhaitait poser en Conseil Municipal. Il retire donc sa demande.

M. TORRESILLA

1 - Monsieur le Maire,

Je me permets de m'interroger sur l'installation d'une structure algeco posée à demeure depuis plusieurs mois maintenant, sur la parcelle de « l'entrepôt italien » en bordure de la déviation et qui sert, semble t'il, de point cuisine pour de la petite restauration.

Cette structure légère est elle autorisée par le POS ?

M. SAULNIER répond que renseignements ont été pris auprès du service d'urbanisme et confirmation a été donnée sur la possibilité donnée par le POS d'installer des annexes à l'activité commerciale (locaux liés à l'activité).

M. TORRESILLA indique que le règlement semble interdire l'installation de ce type de structure mais qu'à priori le Responsable du Service d'Urbanisme interprète ledit règlement de façon différente. Il demande que cette interprétation soit confirmée car il redoute la prolifération de ce type de structure.

M. SAULNIER indique qu'il n'était pas du tout favorable à cette implantation mais qu'il a dû l'accepter vu le règlement du POS.

M. COEURDEUIL demande la durée de l'autorisation de cette implantation.

M. SAULNIER indique que le service d'urbanisme n'a délivré aucune autorisation mais pris en compte seulement la déclaration des propriétaires informant la Mairie de leur intention d'installer cette structure. Il précise que la question sera posée de savoir si une durée maximale peut être envisagée.

M. TORRESILLA

2 - Monsieur le Maire,

Pouvez vous apporter quelques éclaircissements à mon courrier adressé au service urbanisme le 2 novembre (copie à C. DEBAQUE) et qui à ce jour est resté sans réponse ?

Pour information, il s'agit d'un courrier faisant le relais d'un pétitionnaire qui attend depuis dix mois (lettre en Février puis rappel en Juin) que la mairie lui indique la position de la clôture qu'il veut réaliser en bordure du chemin communal du Colombier frappé par un Emplacement Réservé.

M. SAULNIER donne la parole à M. DEBAQUE qui indique être en possession à ce jour du dossier complet concernant cette affaire. M. DEBAQUE propose à M. TORRESILLA, qui accepte, de traiter cette question en aparté car ne concernant nullement le Conseil Municipal.

M. TORRESILLA

3 - Monsieur le Maire,

De mémoire, lors de l'enquête publique concernant le parc photovoltaïque, la société VALECO prévoyait un aménagement paysager le long de la clôture au droit de la route départementale afin de parfaire l'intégration du projet dans le site. Or à ce jour rien n'a été réalisé... Pouvons-nous avoir quelques précisions sur le cahier des charges qui incombe au maître d'ouvrage à ce sujet ?

M. SAULNIER indique qu'une rencontre a eu lieu en 2014, dans son bureau, avec un représentant de la Sté VALECO. A cette occasion, la création d'un merlon avec plantation d'une haie a bien été reconnue par la Sté VALECO qui s'est engagée à réaliser ces travaux dès que possible. Le merlon a bien été créé depuis plusieurs mois mais pas les plantations. Le volet paysager du dossier de permis de construire prévoit cette prestation mais sans fixer de date de réalisation. M. SAULNIER indique qu'une relance va être faite auprès de ce responsable afin que le jour de l'inauguration, cette haie soit effectivement plantée.

M. SAULNIER tient à rappeler que la liste qu'il menait, pendant la campagne électorale précédant les élections municipales de 2014, n'était pas opposée au projet en lui-même, car les énergies renouvelables représentent l'avenir, mais contre l'implantation sur ce site limitrophe au domaine communal de « Châteaurenard ».

M. FOURNEL intervient pour rappeler que la Commune a loué ses terrains à VALECO.

M. SAULNIER rappelle que les terrains loués ne représentent que la petite partie située en bord de route départementale pour l'entrée sur le site. La presque totalité du terrain d'implantation appartient à VALECO.

M. GIRAUD propose à l'assemblée que l'équipe municipale précédente soit invitée à l'inauguration car ayant porté le projet. Il pense que ce serait correct de les inviter vu qu'ils ont travaillé sur ce dossier.

M. SAULNIER rétorque que ce n'est pas cette équipe qui a porté le projet mais l'Etat puisque c'est lui qui a instruit et délivré le permis de construire.

M. KINET intervient pour signaler que le Conseil Municipal de l'époque a quand même voté la modification du POS nécessaire à la déclaration de projet.

M. SAULNIER répond que cette décision était en quelque sorte une obligation imposée par l'Etat vu le caractère d'utilité publique de l'opération.

M. COEURDEUIL intervient à son tour pour signaler que si la modification du POS n'avait pas été votée, le projet n'aurait pas pu se réaliser.

M. SAULNIER précise qu'alors le Préfet aurait passé outre.

M. COEURDEUIL se déclare contre les énergies renouvelables car l'électricité fabriquée par ces panneaux photovoltaïques est rachetée à raison de deux fois son prix par EDF. Les éoliennes ont une capacité de rendement de 13 % et coûtent cher à la réalisation, les panneaux 35 %. Le nucléaire, perçu comme dangereux induit-il combien de morts, et le charbon ? etc... On devrait poser les questions ainsi. Dans 15 ou 20 ans qui est la durée de vie de ces panneaux, quid du recyclage des composants qui sont fortement polluants ? Personne n'en parle ! C'est un mensonge d'Etat ! Si la Commune avait bloqué le dossier à l'époque, l'Etat n'aurait pas fait le forcing !

Mme PASQUET indique que nous ne savons pas encore comment démanteler les centrales nucléaires et que nous laissons cela en héritage à nos enfants.

M. CULINATI tient à indiquer qu'il est tout à fait contre le fait d'inviter l'ancienne municipalité à l'inauguration du parc photovoltaïque car en 2008, deux mois après que son équipe ait perdu les élections municipales, a eu lieu l'inauguration de la Maison de Retraite, projet porté par cette équipe, et celle-ci n'a pas été invitée.

M. BENTOUMI pense que c'est à VALECO de décider.

M. SAULNIER répond que VALECO a délégué les invitations locales à la Mairie.

Mme INGRASSIA indique être contre le fait d'inviter l'équipe municipale précédente car ils ont laissé la Commune dans un triste état et n'ont à recevoir aucun signe de reconnaissance.

M. TORRESILLA indique que le volet paysager était très important dans le dossier de VALECO. Il demande à ce que la Préfecture soit contactée afin de savoir si la conformité a été donnée au projet. Il souhaite que M. le Maire insiste sur l'obligation de réaliser cet aménagement prévu dans le cahier des charges et demande la date limite de réalisation accordée.

21 - Questions orales

LA SEANCE EST LEVEE A 21h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

LE MAIRE,

Patricia INGRASSIA

Bernard SAULNIER